

Conseillers internationaux

Objektyp: **Index**

Zeitschrift: **Rapport d'activité / Comité International de la Croix-Rouge**

Band (Jahr): - **(2000)**

PDF erstellt am: **30.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

CONSEILLERS INTERNATIONAUX

Le CICR a organisé deux réunions chaque année depuis 1984 avec une douzaine de personnalités internationales de premier plan retenues pour conseiller le CICR pendant une période de quatre ans sur l'application du droit humanitaire, sur des questions opérationnelles ainsi que sur la place du CICR au sein de la communauté internationale.

En l'an 2000, le cinquième groupe de conseillers internationaux s'est réuni au mois de mars et en août. Ses délibérations ont été principalement consacrées aux résultats de la 27^e Conférence de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, à la question de l'emblème, aux risques que présentent les nouveaux types de conflits ainsi qu'aux différentes manières de les appréhender.

Les conseillers pour la période 2000-2003 :

Major-général Dipankar Banerjee (à la retraite), (Inde). Directeur exécutif du Centre régional d'études stratégiques, un groupe de réflexion du Sud-Est asiatique basé à Colombo. Il a assumé diverses missions opérationnelles et d'organisation en tant qu'officier d'active des forces armées indiennes et a effectué des recherches sur des questions de sécurité nationale et internationale en tant que directeur adjoint de l'Institut d'études et d'analyses en matière de défense de New Delhi.

Professeur Yadh Ben Achour (Tunisie). Professeur de droit public à la faculté de droit, de sciences politiques et de sciences sociales de l'université de Tunis. Ancien doyen, membre de l'Institut de droit international. Conseiller pour la question du Sahara Occidental (MINURSO, 1991-1992). Conseiller du gouvernement tunisien pour la question du plateau continental (Tunisie-Libye, 1977-1987).

Mme Thérèse Delpech (France). Directrice des Etudes stratégiques à la Commission de l'énergie atomique. Chargée de recherche principale au Centre des relations internationales, Fondation Nationale des Sciences Politiques. Conseillère du Premier Ministre pour les questions politiques et militaires (1995-97). Présidente du comité consultatif des Nations Unies pour les questions de désarmement (1999).

Juge Richard J. Goldstone (Afrique du Sud). Juge à la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud et président de la Commission internationale indépendante sur le Kosovo. D'août 1994 à septembre 1996, il a exercé la fonction de premier procureur au Tribunal criminel international des Nations Unies pour la Yougoslavie ainsi que pour le Rwanda. Il dirige le comité de l'Institut sud-africain des droits humanitaires et est président de l'université de Witwaterstrand à Johannesburg.

Ambassadeur Philippe Kirsch (Canada). Ambassadeur du Canada en Suède. Simultanément ambassadeur et représentant du Canada à la Cour internationale de justice pour la question de la légalité de l'utilisation de la force.

Professeur Pieter Kooijmans (Pays-Bas). Juge à la Cour internationale de justice. Ministre des Affaires étrangères (1993-94). Rapporteur spécial sur la torture (1985-92).

M. Anthony Lake, (Etats-Unis). Professeur émérite d'exercice de la diplomatie à l'université de Georgetown. Assistant du Président pour les questions de sécurité nationale (1993-1997).

Mme María Emma Mejía, (Colombie). A participé en 1999 à la commission de négociation qui a initié les pourparlers de paix avec les Force armées révolutionnaires colombiennes (FARC) et est actuellement membre de la Commission de facilitation qui travaille avec l'Armée de libération nationale (ELN). Ministre des Affaires étrangères (1996-98). Ministre de l'Education (1995-96). Ambassadrice en Espagne (1993-95). Conseillère à la Présidence en matière de sécurité représentant Medellín lors des années de lutte contre le cartel de la drogue (1990-93).

Major-général Felix Mujakperuo (à la retraite), (Nigéria). Commandant des forces de l'ECOMOG (1999). Chef des opérations des forces armées du Nigéria (1995-96). Chef d'état-major de l'ECOMOG (1993). Directeur des services juridiques du Nigéria (1997-91). Membre de l'Association des avocats nigériens ainsi que de la Société internationale de justice militaire et du droit de la guerre.

Général Klaus Naumann (à la retraite) (Allemagne). Président du Comité militaire de l'OTAN (1996-99). Chef de l'état-major de la défense (*Generalinspekteur der Bundeswehr*) en Allemagne (1991-96). Conseiller aux négociations sur la réunification de l'Allemagne (1990).

M. Ahmedou Ould-Abdallah (Mauritanie). Secrétaire exécutif de la Coalition globale en faveur de l'Afrique depuis 1976. Il a occupé diverses fonctions supérieures aux Nations Unies à New York, dont notamment celle de représentant spécial du Secrétaire-général pour le Burundi (1984-96). Ministre des Affaires étrangères, Ministre du Commerce et Ambassadeur (1971-79). Directeur de sociétés minières (1969-71 et 1980).

M. Anand Panyarachun (Thaïlande). Président d'une société. Premier Ministre (1991-92). Ambassadeur de l'UNICEF en Thaïlande (1996). Membre du groupe consultatif de l'Office du Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Membre du conseil consultatif de « Transparency International ».

M. Vladimir Pozner (Fédération de Russie). Journaliste et écrivain. Président de l'Académie russe de TV. Recteur de l'école de journalisme télévisé. Ancien chef de l'Association contre le Sida du Fond soviétique pour les œuvres de bienfaisance et la santé.

Professeur Wei Yu (Chine). Vice-ministre de l'Éducation depuis 1993. Professeur et chercheur en électronique. Il a contribué à développer et à réformer le système de l'éducation supérieure en Chine, créant notamment le premier cursus du doctorat en bio-électronique.



MISSION

*Organisation impartiale, neutre et indépendante,
le Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
a la mission exclusivement humanitaire de protéger la vie
et la dignité des victimes de la guerre
et de la violence interne, et de leur porter assistance.
Il dirige et coordonne les activités internationales de secours
du Mouvement international de la Croix-Rouge
et du Croissant-Rouge dans les situations de conflit.
Il s'efforce également de prévenir la souffrance
par la promotion et le renforcement du droit
et des principes humanitaires universels.
Créé en 1863, le CICR est à l'origine
du Mouvement international de la Croix-Rouge
et du Croissant-Rouge.*

CICR RAPPORT D'ACTIVITÉ 2000



0796/001 06/01 2 000